a) à compter du 16 septembre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Gnakadja Aboudou Louis détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1952 à Ouidah (République du Dahomey), fils de Gnakadja Bienvenu et de Kouassi Sénatou, menuisier demeurant à Lomé-Tokoin-Gbadago, condamné pour vol à 6 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 25 mars 1970 du tribunal correctionnel de Lomé (F. D. 13.131/22.232) ;

b) à compter du 3 août 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Amadou Idrissou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1952 à Niamey (République du Niger), fils de Amadou et de Bibata, boy-cuisinier sans domicile, condamné pour vol et vagabondage à 2 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 8 juillet 1970 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 33.313/32.232) ;

c) à compter du 16 août 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Davis Olu, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1943 à Ayayé Ibadan (Nigeria), fils de Davis Adetsi Elisabeth, domicilié à Accra (République du Ghana), condamné pour tentative de vol à 3 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 3 juin 1970 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.113/32.232) ;

d) à compter du 12 septembre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Goro Koffi Johnson, détenu à la prison civile de Lomé, né le 14 septembre 1948 à Anfoingan (République du Ghana), fils de feu Yoro Christophe et de Guidigbo Yawa, sans profession, domicilié à Aflao, condamné pour vol à 3 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 juin 1970 du tribunal correctionnel de Lomé, (F. D. 15.155/55.522) ;

e) à compter du 9 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Ayité Adakpahoun, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1919 à Aflao-Agbagblan (République du Ghana) y demeurant, fils de Ayité Blibo et de feu Awlessi Blibo, cultivateur, condamné pour vol et recel à 4 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 23 avril 1969 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.121/21.522) ;

f) à compter du 20 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Dossou Kintonou, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1945 à Tori-Allada (République du Dahomey), fils de feu Dossou et de Hounzayédé, pousseur de charrette domicilié à Lomé, 11, Rue d'Atakpamé, condamné pour abus de confiance à un an de prison, 5 ans d'interdiction de séjour et 10.000 Frs de dommages et intérêts par jugement en date du 10 juin 1970 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.134/43.232)

g) à compter du 20 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Koudebi Antoine, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1948 à Ouidah (République du Dahomey), fils de Koudebi et de feu Madjiagbé, pousseur de charrette, domicilié à Lomé Afagnankomé, condamné pour abus de confiance à un an de prison, 5 ans d'interdiction de séjour et 10.000 francs de dommages et intérêts par jugement en date du 10 juin 1970 du tribunal correctionnel de Lomé, (F.D. 11.111/22.222 10.11.7) ;

h) à compter du 21 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Lawson Ibrahim, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1929 à Kano (Nigeria), fils de Lawson et de Howowo, commerçant de passage à Lomé, condamné pour vol à 18 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 30 juillet 1969 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 13.121/3/23.222) ;

i) à compter du 21 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Aboudou Awalu, détenu à la prison civile de Lomé, né vers 1942 à Kano (Nigeria) fils de Aboudou et de Adiza, commerçant de passage à Lomé, condamné pour vol à 18 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en

date du 30 juillet 1969 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.131/33.222) ;

j) à compter du 30 octobre 1970, date d'expiration de sa peine de prison au nommé Mehoulley Kouassi Innocent, détenu à la prison civile de Lomé, né le 23 décembre 1953 à Agoué (République du Dahomey), fils de feu Mehoulley Wenceslas et de Queenum Cécile, apprenti mécanicien domicilié à Cotonou de passage à Lomé, condamné pour tentative de vol à 6 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 17 juin 1970 du tribunal correctionnel de Lomé (F.D. 11.132/33.233).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Admission dans le corps des gardiens de la paix

N° 83-D-INT du 16/9/70 — Les candidats dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours direct ouvert par arrêté n° 44/INT-DSN du 30 mai 1970 :

Adoté Laurent	Haliyaki Kouakou Abalo
Aduayi Akué Raoul	Kéké Paul
Tiédré Gilbert	Kpebane Aboulaye
Gnekoezan A. Honoré	Abbey Emmanuel
Bally Kouassi	Boukari Issaka
Gbemenui K. Germain	Agbo Tossou Jean
Attiogbé Paul	Djéri Salifou
Kenou Vincent	Bouraima Issa
Odati Prosper Maurice	Kossi Yao Raphaël
Tchakei Nicolas	Lambana Jean
Agbognotor Jonathan	Amoussou K. Emmanuel

MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

ARRETE N° 380-MFEP du 2-9-70 complétant l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968 fixant certaines modalités d'application du décret n° 68-216 du 24 décembre 1968.

LE MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République et formation du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu le décret n° 68-216 du 24 décembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger ;

Vu l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968 fixant certaines modalités d'application du décret n° 68-216 du 24 décembre 1968,

ARRETE :

Article premier — Le présent arrêté complète l'arrêté n° 410/MFE du 31 décembre 1968 de la façon suivante :

Art. 2 — Le deuxième alinéa de l'article 5 de l'arrêté sus-visé est complété ainsi :

« A l'exception toutefois des comptes ouverts au nom des correspondants à l'étranger des intermédiaires agréés dans les conditions qui seront précisées par circulaire du ministre des finances, de l'économie et du plan ».

Lomé, le 2 septembre 1970

J. TEVI